

# **DES JUIFS HISPANO-AMERICAINS DISENT NON A LA COOPERATION ENTRE DEUX ETATS CRIMINELS : LA COLOMBIE ET ISRAEL**

17 avril 2009

*Nous relayons le communiqué de juifs hispano-américains qui s'opposent à une réunion d'institutions juives (genre CRIF) en Colombie, au mois de mai prochain.*

"Nous, juifs hispano-américains, REFUSONS que la rencontre des dirigeants des institutions et communautés juives soit organisée en mai prochain en Colombie. Le discours d'ouverture de cette rencontre réalisée sous le patronage d'Alvaro Uribe, serait selon nos informations à la charge du président colombien lui-même.

Il est très troublant que, à seulement quelques mois de l'attaque brutale de la Bande de Gaza par l'armée israélienne, ces dirigeants demandent à être patronnés par Uribe, allié déclaré de l'Etat d'Israël et admirateur inconditionnel des politiques génocidaires que ce pays pratique contre la résistance palestinienne.

Les relations politiques et militaires de ces deux pays existent de longue date. Dans les années 80 par exemple, des paramilitaires colombiens ont été entraînés par des mercenaires dirigés par le colonel de réserve Yair Klein. L'entrée de Klein dans le pays a été couverte par le haut commandement militaire. Le paiement de ses services provenait du « cartel de Medellín », de Pablo Escobar en particulier. Le contact avec ces mercenaires a eu lieu à travers l'entreprise israélienne ISREX, qui vendait des armes au Ministère de la Défense colombien, depuis la fin des années 70. Bien que la justice ait demandé l'extradition de Klein, ni le gouvernement de Colombie ni le gouvernement d'Israël n'ont agi pour obtenir sa capture et son extradition. Par leur incurie, ces gouvernements couvrent ceux qui ont entraîné des auteurs de crimes contre l'humanité.

Le chef narco-paramilitaire Carlos Castaño a reconnu devant la presse qu'il avait été lui-même entraîné aux techniques terroristes en Israël, en coordination avec des militaires colombiens. Castaño, que l'on dit mort mais que beaucoup affirment vivant en Israël, est le responsable de milliers de crimes horribles contre la population civile. La ville de Monteria, au nord du pays, était le refuge de Castaño. Or, au milieu des années 90, on voyait régulièrement l'ambassadeur d'Israël dans cette localité colombienne...

Par ailleurs, de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé le fait que le général de réserve israélien Israel Ziv est actuellement conseiller en matière de sécurité du gouvernement colombien. Ziv est l'ex-commandant du régiment de Gaza et ex-commandant d'opérations. Il a sous son commandement plusieurs officiers à la retraite de l'armée israélienne. Selon certains médias colombiens, ce groupe est toujours accompagné de deux colonels colombiens et de trois traducteurs argentins puisque aucun d'entre eux ne parle espagnol. Le contrat des conseillers est de 10 millions de dollars et il a été signé par le Ministre de la Défense colombien, copropriétaire du journal El Tiempo, Manuel Santos, à son passage par Jérusalem en février 2008. Cette relation du gouvernement colombien avec des mercenaires israéliens a été dénoncée par le Groupe de travail de l'ONU sur l'usage de mercenaires comme moyen violer les droits de l'homme et de faire obstacle à l'exercice du droit des peuples à la libre détermination. Ce Groupe de Travail a été créé par la Commission

des Droits de l'Homme de l'ONU en 2005 et est composé de cinq experts indépendants. Au cours de ce voyage, le ministre colombien a rencontré le premier ministre israélien Ehud Olmert ce qui a mené à la signature d'un contrat pour l'acquisition de 24 avions de combat « Kfir ». Il est par ailleurs de notoriété publique que la Colombie est un des principaux acheteurs au monde du fusil israélien « Galil ».

Ce n'est pas un secret non plus que l'année dernière, la décision d'Uribe Vélez d'envahir et bombarder le territoire équatorien en assassinant froidement plusieurs membres des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie FARC et des étudiants qui se trouvaient auprès de leur campement, a été inspirée par des pratiques israéliennes traditionnelles en Palestine.

Nous considérons donc que la décision de réaliser en Colombie une réunion de dirigeants des communautés et des institutions juives latino-américaines, et de confier le discours inaugural à Uribe, est un "énième" maillon de la "coopération" d'une certaine élite juive avec des régimes de type fasciste, alliés de l'Etat d'Israël dont l'administration contrôle de fait les orientations politiques de ces institutions. Cette initiative constitue de plus une trouble manœuvre politique par laquelle on cherche à :

1) Légitimer le débat sur des thèmes douteux comme la supposée "augmentation de l'antisémitisme dans la région", les soi-disant "relations tendues de la communauté juive vénézuélienne avec le gouvernement du Venezuela" ou la prétendue "ingérence du gouvernement iranien dans la région"... qui n'ont aucune base réelle si ce n'est l'intérêt de propagande de ceux qui lancent le débat.

2) Chercher à nouveau la confrontation avec le Gouvernement du Venezuela en exploitant les divergences idéologiques qui existent entre ce gouvernement et le gouvernement du pays d'accueil de la réunion, la Colombie. Il n'échappe à personne que le gouvernement du Venezuela a été récemment victime d'une campagne de diffamation menée par des secteurs liés à des courants officiels israéliens qui ne pardonnent pas au Président Hugo Chávez sa décision de rompre les relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël comme juste réaction face aux massacres des Palestiniens. On connaît également la forte rivalité idéologique qui existe entre Uribe et Chavez, et en conséquence, les relations délicates qui existent entre les deux gouvernements et certains secteurs de Colombie et du Venezuela. Le fait de discuter en Colombie sur, par exemple, la soi-disant « relation tendue entre la collectivité juive et le gouvernement du Venezuela » a un caractère évidemment belliqueux.

3) Provoquer des sentiments de rejet envers les communautés juives. Nous savons que les officiels israéliens et les secteurs sionistes des institutions juives ont l'habitude de se nourrir de ce type de sentiments en les utilisant pour unifier leurs rangs et/ou faire taire ou disqualifier les critiques légitimes et les manifestations qui rejettent les politiques assassines du Gouvernement Israélien contre les palestiniens ou les libanais. Lamentablement, il est naturel qu'une telle manœuvre, maladroite et tendancieuse, tende à produire des sentiments de rejet contre ceux qui l'orchestrent, qui de plus s'autoproclament leaders et représentants des communautés juives latino-américaines. Ces représentants, en renforçant les liens avec une des oligarchies les plus sanglantes d'Amérique du Sud, présenteront une image faussée, comme si tout le groupe humain "juif" Hispano-américain adhéraient aux doctrines et aux pratiques du terrorisme d'Etat, qui sont celles du gouvernement d'Uribe Vélez.

NOUS APPELONS donc ces dirigeants des collectivités et institutions juives d'Amérique Latine à renoncer clairement à ce projet néfaste, en modifiant le lieu de la réunion et en choisissant pour cela un autre lieu de notre vaste continent.

Nous suggérons également que, au lieu de prétendre aborder dans cette rencontre des thèmes liés uniquement à la propagande, ils traitent d'autres thèmes d'une urgente importance pour la vie des communautés juives comme par exemple :

Thème (A) : Comment en finir avec la complicité silencieuse de la majeure partie des Institutions des collectivités juives avec le Gouvernement de l'Etat d'Israël et ses pratiques d'invasions assassines contre les peuples palestinien et libanais ?

Thème (B) : La nécessité urgente de se mobiliser pour que les criminels de guerre israéliens qui déclarent agir en défense des intérêts des juifs, soient jugés et punis.

Thème (C) : Comment réussir à ce que l'Etat d'Israël, qui dit représenter la "nation juive" avec le drapeau du sionisme, abroge ses lois racistes. Cette mesure constituerait une marque de volonté progressiste, un rapprochement de l'essence humaniste du judaïsme. Dans le même sens, il conviendrait qu'Il débute un processus de reconnaissance de ses crimes historiques en Palestine, qu'il abandonne les pratiques qui les ont engendrés et qu'il s'en suive un plan explicite de compensation des victimes."

<http://judiosantisionistasenepanya.blogspot.com/>

[IJAN](#) (Réseau Juif Antisioniste International)

[En Nuestro Nombre No](#) (Pas en notre nom)

[Judíos Antisionistas de España](#) (Juifs Antisionistes d'Espagne)

<http://www.legrandsoir.info/article8409.html>